

Réponse à la question

Qu'est-ce qui se cache derrière l'escalade intense de la crise yéménite ?

(Traduit)

Question:

Après que les forces du Conseil de transition du Sud (CTS) au Yémen, dirigées par Aidarus al-Zubaidi, membre du Conseil présidentiel, aient déployé leurs forces à Hadramawt et al-Mahrah, la situation est devenue très compliquée. Le président du CTS, Rashad al-Alimi, a mis fin à l'accord de défense conjoint avec les Émirats arabes unis et a exigé que ceux-ci retirent leurs forces du Yémen dans les 24 heures. L'Arabie saoudite l'a immédiatement soutenu et a bombardé les armes émiraties dans le port de Mukalla. L'Arabie saoudite a ensuite exigé que les Émirats arabes unis se conforment à la demande de Rashad al-Alimi et retirent leurs forces du Yémen. Les Émirats arabes unis se sont alors retirés et, finalement, al-Zubaidi s'est enfui aux Émirats arabes unis. Alors, qu'est-ce qui se cache derrière cette intense escalade de la crise yéménite ? La Grande-Bretagne est-elle en train de perdre ses alliés au Yémen ? Et ce conflit a-t-il des dimensions internationales ?

Réponse:

Pour clarifier les choses, nous expliquerons comment cette crise s'est formée, puis quelles seront les conséquences et les situations auxquelles ces événements mèneront :

Premièrement : la dimension locale de la formation de la crise :

1- En apparence, la crise a commencé à prendre forme lorsque le Conseil de transition yéménite, le plus fervent partisan du projet de restauration de l'État du Yémen du Sud, a déployé ses forces pour prendre le contrôle d'Hadramawt et d'Al-Mahrah et expulser les forces de l'Alliance tribale dirigée par Amr bin Habrish des installations pétrolières. « Les forces yéménites fidèles au Conseil de transition du Sud ont annoncé jeudi à l'aube qu'elles contrôlaient les sites appartenant aux compagnies pétrolières dans la région d'Al-Masila, dans le gouvernorat d'Hadramawt, à la suite d'un déploiement militaire qui a concerné les champs pétrolifères, les installations environnantes et les voies d'approvisionnement. Cela s'est produit après le retrait des forces appartenant à l'Alliance tribale d'Hadramawt de leurs positions dans la région, à la suite d'affrontements limités à certains endroits... » (BBC, 4/12/2025).

2- Al Jazeera a rapporté le 3/12/2025 qu'une délégation saoudienne dirigée par Mohammed al-Qahtani était arrivée à Mukalla, la capitale de la province d'Hadramawt, et avait réuni les parties concernées. Un accord a été conclu pour mettre fin à l'escalade, et un protocole d'accord à cet effet a été signé. « Le bureau des médias du gouvernorat de Hadramawt a déclaré dans un communiqué que l'accord avait été signé par le gouverneur de Hadramawt, Salem Ahmed al-Khanbashi, et le cheikh Amr bin Ali bin Habrish, premier vice-gouverneur et chef de l'Alliance des tribus de Hadramawt. » (Sky News, 4/12/2025). Il a été convenu que la délégation saoudienne resterait à Hadramawt pour garantir la mise en œuvre de l'accord.

3- (Cheikh Amr bin Habrish, chef de l'Alliance tribale de Hadhramaut, qui réclame l'autonomie pour la province orientale du Yémen riche en pétrole, a déclaré que Hadhramaut était confronté à une invasion armée étrangère visant des sites sur la côte et le plateau et menaçant ses installations pétrolières. Dans une allocution télévisée, bin Habrish a accusé les forces du Conseil de transition du Sud d'avoir « lancé une attaque perfide contre des positions appartenant à l'Alliance tribale de Hadhramaut, en utilisant des drones, en violation flagrante de l'accord conclu entre l'alliance et les autorités locales de la province de Hadhramaut, qui a fait des morts et des blessés » (Al-Araby Al-Jadeed, 9/12/2025)).

L'Arabie saoudite a rejeté ces développements. [Le général de division Mohammed Al-Qahtani (chef du comité spécial chargé du Yémen) et chef de la délégation saoudienne actuellement en

visite dans le gouvernorat de Hadramawt, a souligné la position de son pays en faveur de la stabilité du gouvernorat et a rejeté « toute tentative d'imposer un fait accompli par la force »].

4- Dans le même temps, le chef du Conseil présidentiel yéménite, Rashad al-Alimi, a adopté une position alignée sur celle de l'Arabie saoudite. « Al-Alimi a affirmé son rejet catégorique de toute action unilatérale qui perturbe la sécurité et la stabilité et sape l'autorité du gouvernement légitime, soulignant la nécessité de respecter pleinement l'accord de cessez-le-feu conclu dans le gouvernorat de Hadramawt. Les déclarations d'Al-Alimi ont été faites avant son départ de la capitale provisoire, Aden, pour le Royaume d'Arabie saoudite. » (Journal Al-Quds, 5/12/2025).

5- Lorsque les efforts déployés par l'Arabie saoudite pour rétablir la situation telle qu'elle était avant que les Émirats arabes unis ne déploient les forces du Conseil de transition du Sud à Hadramawt et Al-Mahrah ont échoué, aboutissant à une impasse, la crise s'est intensifiée et a pris une dimension régionale. « Mardi, Rashad Al-Alimi, chef du Conseil présidentiel de direction au Yémen, a pris la décision d'annuler l'accord de défense conjoint avec les Émirats arabes unis et a donné 24 heures aux forces émiraties pour quitter le Yémen. » (RT, 30/12/2025). Il a également ordonné aux Forces du bouclier national (affiliées au ministère de la Défense) de se déplacer et de prendre le contrôle de tous les camps dans les deux gouvernorats.

6- L'Arabie saoudite a immédiatement soutenu cette initiative, et la crise s'est aggravée. Les forces saoudiennes ont bombardé des armes et des munitions envoyées par les Émirats arabes unis au port de Mukalla pour soutenir le Conseil de transition du Sud. « La coalition dirigée par l'Arabie saoudite au Yémen a annoncé mardi avoir mené une opération militaire limitée visant des armes et des véhicules de combat arrivés des Émirats arabes unis au port de Mukalla, dans le gouvernorat d'Hadramawt. » (Sada News, 30/12/2025). Une grave crise s'est ainsi formée au Yémen, que les efforts diplomatiques n'ont pas réussi à résoudre, et elle s'est aggravée au niveau régional. L'Arabie saoudite a exigé que le Conseil présidentiel expulse les Émirats arabes unis de la scène yéménite, puis a bombardé les armes que les Émirats arabes unis avaient envoyées au Conseil de transition du Sud à Hadramawt, menaçant ainsi de provoquer une crise grave entre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, similaire à celle qui avait opposé l'Arabie saoudite et le Qatar en 2017.

7- Les menaces ont continué jusqu'à ce que les Émirats arabes unis « se soumettent » et annoncent le retrait de leurs forces du Yémen. « Le ministère de la Défense des Émirats arabes unis a annoncé mardi la dissolution des équipes antiterroristes restantes au Yémen de son propre chef, afin d'assurer la sécurité de son personnel, et en coordination avec les partenaires concernés... » (RT, 30/12/2025). L'Arabie saoudite a continué à adresser des avertissements aux alliés des Émirats arabes unis au Yémen (le Conseil de transition du Sud dirigé par Aidarus al-Zubaidi) pour qu'ils se retirent de Hadramawt et d'al-Mahrah. Le Conseil a d'abord refusé de se conformer, mais a ensuite commencé à montrer une certaine docilité sous la pression saoudienne, proposant une présence conjointe ou un retrait partiel. « Les forces du Conseil de transition du Sud au Yémen ont commencé à se retirer de plusieurs zones de la côte et de la vallée d'Hadramawt... » (Al-Modon, 31/12/2025). Ce retrait n'était pas une solution définitive à la crise, mais plutôt une ruse !

8- Ensuite, Al-Zubaidi s'est enfui d'Aden vers Abu Dhabi via le Somaliland le 8 janvier 2026, selon l'annonce faite par la coalition dans les médias. Le ministre saoudien de la Défense a alors déclaré que « le Royaume, en consultation avec des personnalités du sud, formerait un comité préparatoire pour organiser la conférence de Riyad ». Vendredi matin, Abdul Rahman Al-Subaihi, secrétaire général du Conseil de transition du Sud au Yémen, a annoncé la dissolution du conseil et de tous ses organes, déclarant « qu'ils s'efforceraient d'atteindre l'objectif juste du Sud par le biais d'une conférence globale du Sud sous le parrainage du Royaume d'Arabie saoudite » (Al Jazeera, 9/1/2026).

Deuxièmement : la dimension internationale

1- Cette dimension est claire et sans ambiguïté. Les dirigeants de l'Arabie saoudite sont des agents des États-Unis, qui mettent en œuvre leurs politiques, et les dirigeants des Émirats arabes unis (EAU) sont des agents des Britanniques, qui mettent en œuvre les politiques britanniques. Ils sont dans des camps opposés, leurs intérêts s'affrontent donc au Yémen, et ils sont au bord du

conflit ou sur le point d'y entrer. Cependant, les parties yéménites impliquées dans ce conflit étaient, jusqu'à récemment, toutes deux des agents des Britanniques. Aidarus al-Zubaidi, qui dirige le Conseil de transition dans le sud du Yémen et est l'un des huit membres du Conseil présidentiel, est un agent de la Grande-Bretagne et coordonne toutes ses actions avec les Émirats arabes unis.

2- Quant à Rashad al-Alimi, chef du Conseil de transition du Sud, il était lui aussi autrefois aligné sur les Britanniques, mais il a fermement soutenu l'Arabie saoudite et exigé le retrait des Émirats arabes unis du Yémen. Les Émirats arabes unis sont un outil puissant dont dispose la Grande-Bretagne pour maintenir son influence au Yémen.

Pour clarifier :

a- En 2022, un Conseil présidentiel de direction a été créé, Rashad al-Alimi détenant les pouvoirs présidentiels, tandis que les sept autres membres détenaient les pouvoirs du vice-président. L'Arabie saoudite et le représentant américain ont accepté la formation de ce conseil présidentiel, bien que la plupart de ses membres soient issus de la classe politique yéménite alignée sur les Britanniques. Cependant, cela ne les préoccupait pas, car l'Arabie saoudite contrôlait le conseil grâce à son soutien financier et sécuritaire, d'autant plus qu'il comprenait quatre membres du Conseil de transition du Sud afin de l'apaiser. De plus, al-Alimi, qui était un allié britannique et occupait des postes politiques de haut rang depuis l'époque de l'ancien président yéménite Ali Abdullah Saleh, résidait en Arabie saoudite et dépendait fortement de l'aide financière et sécuritaire saoudienne. Tout cela a donné à l'Arabie saoudite un poids considérable sur lui, qui s'est considérablement accru ces derniers temps.

b- C'est pourquoi il s'est fermement opposé à l'attaque lancée début décembre par le Conseil de transition du Sud contre les gouvernorats de Hadramawt et d'Al-Mahrah. Il ne s'est pas arrêté là, mais a également pris une position ferme en exigeant le retrait des Émirats arabes unis de la scène yéménite. Cela porte gravement atteinte à l'influence restante de la Grande-Bretagne au Yémen. Cela indique un changement d'allégeance, et sa récente déclaration le suggère, voire le confirme : « Le chef du Conseil présidentiel de direction au Yémen, Rashad al-Alimi, a déclaré aujourd'hui que la protection du partenariat stratégique avec l'Arabie saoudite était une responsabilité nationale. Les dirigeants yéménites comprennent les avantages qu'ils en tirent et sont également conscients des risques de le compromettre, soulignant que ce partenariat constitue un pilier fondamental dans le soutien aux efforts visant à restaurer l'État yéménite. » (Al-Arabiya, 1/1/2026). En conséquence, des agents britanniques haut placés au sein du Conseil présidentiel l'ont attaqué, affirmant qu'il outrepassait ses pouvoirs. Ils ont publié une déclaration commune dans laquelle ils affirmaient « suivre avec une profonde inquiétude les actions et décisions unilatérales prises par le chef du Conseil présidentiel, Rashad al-Alimi, notamment la déclaration de l'état d'urgence et la publication de déclarations politiques et sécuritaires ». « Dangereuses, allant même jusqu'à affirmer que les Émirats arabes unis devraient être expulsés de la coalition arabe et du territoire yéménite. » (Independent Arabia, 30/12/2025)). Cependant, le changement d'allégeance d'Al-Alimi, qui est passé de la Grande-Bretagne à l'Arabie saoudite, ne signifie pas la fin de l'influence britannique dans le sud du Yémen, mais l'a affaiblie, surtout après qu'Abdul Rahman Al-Subaihi a annoncé la dissolution du Conseil de transition du Sud.

Troisièmement : après avoir examiné ce conflit intense, nous constatons qu'il se concentre autour de Hadramawt, puis de la province d'Al-Mahrah :

1- Hadramawt, qui représente environ un tiers du Yémen, est restée en marge du conflit pendant toutes les années de guerre au Yémen. Elle était implicitement considérée comme faisant partie des zones contrôlées par le Conseil de transition du Sud, qui cherche à séparer le sud du Yémen du nord. Les interventions saoudiennes y ont été limitées. En 2024, l'Arabie saoudite a soutenu l'entrée des forces gouvernementales yéménites (Rashad al-Alimi) dans Hadramawt, tandis que le Conseil de transition du Sud, soutenu par les Émirats arabes unis, s'y est opposé. (Site web Balqees, 3/6/2024). Les interventions saoudiennes dans Hadramawt sont restées limitées jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Trump aux États-Unis, moment où elles se sont intensifiées pour atteindre leur apogée avec les récentes menaces contre les Émirats arabes unis et le Conseil de transition du Sud.

2- Quant à l'intervention accrue de l'Arabie saoudite dans Hadramawt après l'arrivée au pouvoir de l'administration Trump, elle est tout à fait évidente. Depuis le début de l'année 2025, l'Arabie saoudite exerce une influence considérable dans Hadramawt, prenant contact avec les chefs tribaux et cultivant des partisans. Elle a trouvé son partenaire idéal en la personne de Amr bin Habrish, chef de l'Alliance tribale de Hadramawt et premier vice-gouverneur de Hadramawt. L'Arabie saoudite lui a apporté son soutien et lui a donné les moyens d'agir, ce qui l'a conduit à chercher à exercer un contrôle et une domination accrus sur Hadramawt. (En février 2025, bin Habrish a intensifié ses activités en formant les « Forces de protection d'Hadramaout », parallèlement à l'annonce de l'arrêt des exportations de pétrole. (Al Jazeera Net, 12/03/2025)). Il a ensuite été reçu par de hauts responsables à Riyad, notamment le ministre de la Défense et le chef d'état-major de l'armée saoudienne, après que l'Arabie saoudite ait envoyé un avion militaire pour le transporter de Seiyun à Riyad et lui ait apporté tout son soutien (journal Al-Arab, 29/03/2025). À son retour de Riyad, il a annoncé en mai 2025 la création de six brigades militaires comprenant 35 000 combattants, ainsi que la formation de nouvelles unités, de forces de sécurité spécialisées, telles que des services de sécurité privée et de secours, et enfin, l'Arabie saoudite a poussé son homme, Amr bin Habrish, à prendre le contrôle des compagnies pétrolières, ce qui a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase pour le Conseil de transition dirigé par Aidarus al-Zubaidi, qui s'est alors retroussé les manches pour reprendre le contrôle de Hadramawt, ce qui a déclenché la crise.

3- Il y a ensuite une autre question, à savoir que la vaste province de Hadramawt recèle un précieux trésor de richesses minérales naturelles, notamment des minéraux rares tels que le scandium, qui a été découvert en quantités abondantes dans les districts côtiers de Brom Mayfa et Hajar, dans la province de Hadramawt. Le scandium est utilisé dans la fabrication d'avions et d'engins spatiaux, comme le confirme le site web de la ville d'Aden, le 7/11/2025, citant l'Autorité géologique de Hadramawt. Cette découverte à Hadramawt placerait le Yémen sur la carte mondiale des minéraux rares. De plus, les sables noirs de Hadramawt sont riches en minéraux tels que l'ilménite, le rutile, le zircon et la magnétite, dans lesquels les entreprises internationales se disputent les investissements. Hadramawt recèle également du pétrole, du marbre et du granit. « Pourtant, le Yémen se distingue comme le seul pays arabe à s'être taillé une place sur la liste des pays producteurs de minéraux rares au Moyen-Orient... » (Energy Platform, basé à Washington, 8/7/2025). Ces éléments de terres rares ont poussé l'administration Trump à mener de nombreuses politiques internationales visant à contrer la domination de la Chine sur ces éléments, qui régissent des processus industriels sensibles tels que les puces électroniques.

4- Il apparaît donc clairement que c'est l'administration Trump qui a poussé l'Arabie saoudite à perturber la stabilité de Hadramawt. Les tentatives de l'alliance tribale, dirigée par Bin Habrish, de prendre le contrôle des compagnies pétrolières et d'intensifier les appels à l'autonomie ont incité le groupe soutenu par les Britanniques (les Émirats arabes unis et leurs mandataires locaux, tels que le Conseil de transition du Sud) à attaquer et à s'emparer de Hadramawt, ainsi que du gouvernorat d'Al-Mahrah. Cela a poussé l'Arabie saoudite, ou plutôt l'administration Trump, à réagir avec frénésie, ce qui a entraîné des mesures sévères contre les Émirats arabes unis, mesures sans précédent depuis leur alliance dans le cadre de l'opération « Tempête décisive » en 2015. Ces mesures sévères comprenaient le bombardement des armes émiraties et des menaces à l'encontre de ses alliés au sein du Conseil de transition du Sud. Cela montre le sérieux avec lequel l'administration Trump considère cette question, celle des minéraux rares à Hadramawt. Les États-Unis ne sont pas en reste, même s'ils ont confiance en leur allié saoudien. Le secrétaire d'État américain Marco Rubio a contacté le ministre saoudien des Affaires étrangères Faisal bin Farhan « au cours d'une discussion sur la situation au Yémen et les questions touchant à la sécurité et à la stabilité régionales » (RT, 30/12/2025).

Quatrièmement : en conclusion, le nouveau développement sur la scène yéménite est que l'administration Trump se concentre sur Hadramawt en raison de ses minéraux rares, qui permettraient aux États-Unis de contrer la domination chinoise dans ce secteur sensible qui régit d'autres opérations industrielles. Cela pourrait également entraîner un changement d'allégeance des dirigeants yéménites, notamment du président Rashad al-Alimi, qui passeraient du camp britannique à celui des États-Unis. Il convient de noter que des entreprises chinoises explorent déjà les gisements de minéraux rares dans Hadramawt. Il est donc urgent pour Trump

de s'assurer le contrôle de ces minéraux avant que la Chine ne s'en empare. Ainsi, les agents des nations kafir (mécréantes) attisent les combats au Yémen afin d'atteindre les objectifs de leurs maîtres. Cette série d'événements tragiques se poursuit non seulement au Yémen, mais aussi au Soudan et dans d'autres pays musulmans, où les musulmans s'entretuent dans des conflits que leurs dirigeants agents leur font croire être dans leur intérêt, les encourageant à tout sacrifier. Cependant, ces conflits sont en réalité menés pour défendre les intérêts des nations kafir (mécréantes). Cette série se poursuivra jusqu'à ce que le groupe le plus fort de la nation se soulève, renverse ses dirigeants, les soumette à un jugement sévère et établisse un état de justice, de miséricorde et de guidance : l'État du Khilafah (Califat) sera établi selon la méthode de la prophétie, après quoi il y aura tout ce qu'Allah veut pour l'Islam et les musulmans, les bénédictions du ciel, la grâce, la gloire et la dignité.

﴿إِنَّ اللَّهَ بِأَمْرِهِ قَدْ جَعَلَ اللَّهُ لِكُلِّ شَيْءٍ قَدْرًا﴾

“Certes, Allah accomplit Sa volonté. Allah a déjà déterminé le destin de toute chose.”
[At-Talaq: 3]

Et demain est proche pour ceux qui attendent.

22 Rajab 1447 AH

11 Janvier 2026